

REPONDRE PAR L'AUTODEFENSE DE MASSE AUX PROVOCATIONS FASCISTES DE LA BOURGEOISIE

Au danger physique que font peser les commandos fascistes (Louis-le-Grand, campagnes électorales), le mouvement étudiant se doit de répondre. Mais, plus encore que ce danger physique, c'est le danger politique, c'est-à-dire l'utilisation que fait la bourgeoisie de ces provocations pour rogner les libertés politiques et assurer la mise au pas de l'Université, qui appelle cette réponse. Dans l'état actuel de réflexion et d'unification du mouvement étudiant, il n'est possible que de donner des **éléments d'analyse**, et non des réponses définitives. Aucune réplique organisationnelle ne peut être envisagée sans une analyse générale des formes politiques actuelles de l'Etat bourgeois et de la signification des commandos dans la lutte de la bourgeoisie contre les étudiants.

FORMES POLITIQUES DE L'ETAT

En vue d'accomplir la mission historique qui lui est impartie, c'est-à-dire permettre le passage au capitalisme monopoliste, l'Etat moderne est nécessairement un Etat fort. En effet, en même temps que le développement des forces productives exacerbe les rapports de classe (le mouvement paysan, mai 1968), en même temps, il développe des contradictions au sein même de la bourgeoisie entre les secteurs monopolistes et de pointe, et les secteurs archéo-capitaliste (le mouvement des commerçants). La bataille entre les couches de la bourgeoisie se projette sur l'appareil d'Etat. Mais, si ce renforcement de l'appareil administratif et répressif est une nécessité pour le capitalisme (limitation

du droit de grève en Grande-Bretagne, loi d'exception en République fédérale allemande), il a pris des formes originales en France, liées à la façon dont de Gaulle est monté au pouvoir. Face à ce problème politique autonome qu'était l'affaire algérienne, les contradictions au sein de la bourgeoisie ont montré la nécessité d'un arbitrage entre les couches fascistes de la grande bourgeoisie coloniale et de la bourgeoisie néo-capitaliste qui désirait liquider le problème algérien au plus vite afin de se consacrer totalement aux exigences du développement capitaliste (le Traité de Rome a été signé en 1957 et le Marché commun mis en place à partir de 1958). L'Etat gaulliste a donc pris des formes spécifiques bonapartistes : régime plébiscitaire et autoritaire, au-dessus des partis, etc. Ces formes se sont superposées, amalgamées aux formes néo-capitalistes de l'Etat, en accentuant ses caractéristiques d'Etat fort et répressif : extension des pouvoirs préfectoraux, tentative d'asservir plus étroitement les régions et de briser le mouvement ouvrier par le référendum, utilisation de plus en plus fréquente de la police pour permettre à la bourgeoisie de réaliser ses projets (l'exemple le plus récent et le plus caricatural est l'agrégation : la police suffira-t-elle ou faudra-t-il appeler l'armée pour faire passer les examens ?)

FASCISATION ?

Ce renforcement de l'appareil d'Etat, lié aux lois du développement capitaliste et accentué par les formes bonapartistes du régime, ne signifie en rien qu'il se fascise. Il apparaît que la bourgeoisie peut résoudre sa crise, qui s'est manifestée par le putsch monétaire et le référendum,

dans la légalité. L'absence d'une alternative politique claire à la forme de domination bourgeoise lui facilite la tâche. L'éclatement de la social-démocratie qui a définitivement choisi camp bourgeois, la faiblesse du P.C.F. attaché au jeu légaliste et électoraliste, leur surenchère respective (Defferre appelant Mendès), le manque d'organisation et d'unification du courant socialiste laissent à la bourgeoisie l'entière liberté de manœuvrer et de choisir ses représentants, au point qu'elle peut se permettre de faire des concessions au parlement : il a voté la loi Faure et la loi sur les entreprises sans qu'il y ait besoin de faire appel à la procédure des ordonnances. Quel que soit le cas de figure, Pompidou ou Poher président, on peut prévoir que, dans l'avenir, le Parlement jouera un rôle plus important : Poher est président du Sénat, Pompidou tient à la carte Giscard. Toutefois, même si la bourgeoisie peut à l'heure actuelle faire l'économie du fascisme qui est son arme ultime, il existe, en son sein, des couches fascistes ou fascinantes. D'un côté, traditionnellement, du fait même de leur place dans le développement des forces productives, les P.M.E., condamnées par le capitalisme monopoliste, en font partie : elles sont prêtes à utiliser contre le mouvement ouvrier et étudiant la violence qu'elles utilisent tous les jours dans leurs usines contre les militants politiques et syndicaux (licenciements depuis mai, utilisation de nervis pour briser la grève chez Hachette, syndicat flic C.F.T. à Simca-Poissy, pratiquant intimidation et dénonciation à l'égard des travailleurs étrangers). D'un autre côté, la radicalisation des luttes sociales depuis un an, a permis la constitution d'une frange fascisante, en particulier à l'Université. L'exacerbation de la lutte des classes entraîne une « politisation fascisante ». La petite bourgeoisie se range derrière Pompidou et veut liquider les formes bonapartistes du régime et notamment la participation, tentative intelligente d'intégration du mouvement ouvrier et d'atténuation des exacerbations

de classe : « La participation n'est qu'un rêve » a dit Pompidou ; Sanguinetti, Boscher, Fanton et autres Marcellin approuvent en cœur.

Dans l'existence des couches fascistes réside un danger qui appelle la vigilance. Cependant, il faut être d'une grande prudence quand on utilise le terme de fascisation. En effet, il n'existe pas, à l'heure actuelle, une classe sociale sur laquelle pourrait s'appuyer le fascisme : il n'y a pas de grande crise économique qui permette de rallier une partie du prolétariat et des classes moyennes à l'idéologie fasciste. Le sous-emploi est maintenu dans des limites raisonnables pour la bonne marche du système, même s'il est probable que l'on assistera dans les prochains mois, à un gonflement du volant de chômage dû à la stagnation de la demande et à la reconstitution des stocks. L'inflation n'est pas virulente au point d'attaquer sérieusement le niveau de vie. On n'assiste à aucune tentative d'union nationale ; bien au contraire les diverses couches de la bourgeoisie (Pompidou, Poher, Defferre), n'hésitent pas à se livrer, aux yeux de tous, à une lutte pour le pouvoir. De plus, des raisons subjectives <elles> s'opposent à l'instauration du fascisme : le terme est trop lié à l'occupation nazie ; il n'est qu'à rappeler l'accueil fait par l'opinion au putsch algérois du « quarteron de généraux » (citation historique). Malgré tout, il faut souligner qu'un idéal nationaliste est en voie de formation comme en a témoigné le congrès de l'U.J.P. Et qu'il se soit tenu à Strasbourg n'est pas pour étonner quand on connaît les positions du C.D.R. local : « interdire sur le plan national toute propagande subversive..., expulser les étrangers subversifs..., mettre hors d'état de nuire les fonctionnaires complices, etc.. » (Le courrier de Strasbourg, février 1969). Les nécessités du développement capitaliste entraînent l'instauration d'un état fort qui utilise, comme masse de manœuvre, les couches fascisantes. Mais si l'on analyse le fascisme en termes de classe et d'idéologie, et non pas de méthodes, il faut être prudent dans l'utilisation du mot.

LE ROLE DES NERVIS

Les attaques des commandos fascistes sur quelques objectifs précis, permettent à la bourgeoisie de prendre des mesures répressives : sous prétexte de désordre, et par une pratique d'amalgame bien fréquemment utilisée par l'idéologie dominante, on rogne les quelques libertés politiques et syndicales, on exclut les perturbateurs, on prend des mesures sévères : décrets de juin et de décembre, mesures disciplinaires, surveillance systématique par la police. Le but premier est de limiter la liberté d'expression : après les incidents fascistes à Sciences-Po au mois de mars, le règlement des libertés politiques et syndicales a été immédiatement révisé, Louis-Le-Grand a été fermé pour quinze jours, à la Faculté de Droit, on interdit bien le meeting fasciste, mais on interdit un film sur la Grèce. Le deuxième but de ces actions de commando c'est de faire peur aux masses, afin d'isoler les révolutionnaires. Ce chantage à la peur a parfaitement réussi si l'on en croit le prétexte (mais on ne le croit pas) invoqué par la C.G.T. pour annuler le défilé du 1^{er} Mai. L'attitude de la police est claire : ou bien elle laisse faire, ou bien elle est complice. A Louis-le-Grand, la police n'avait pas hésité à intervenir lors de « désordres » fomentés par les « gauchistes » ; durant l'attaque du commando, elle resta à la porte et laissa partir les nervis. A Sciences-Po, avant Pâques, les fascistes

ont pu pratiquer impunément des ratonnades devant la police.

LA REPONSE DU MOUVEMENT ETUDIANT

Face au danger physique et politique que constituent ces commandos, il faut organiser des groupes d'auto-défense, afin de lutter efficacement contre les mesures de répression et les tentatives de gommage des libertés conquises en mai. Ce sont les moyens mêmes de la lutte à l'Université qui sont en jeu. **Cette autodéfense doit être de masse**, afin d'éviter le piège que tend le pouvoir, celui de l'isolement des révolutionnaires. Il ne s'agit pas de pratiquer l'auto-défense groupusculaire par addition de services d'ordres. Dans les groupes, doivent être intégrés des étudiants qui n'appartiennent pas aux organisations politiques et syndicales, mais qui sont prêt à se mobiliser contre les fascistes. Il s'agit de créer le clivage, non entre révolutionnaires et fascistes, mais entre ceux qui combattent les fascistes et ceux qui les soutiennent. La direction politique des groupes doit appartenir au mouvement de masse. Un deuxième principe doit être l'élargissement aux enseignants et au personnel par des discussions à la base.

Pour assurer les moyens d'expression et de lutte du mouvement étudiant, constituons des groupes d'auto-défense !



L'Etudiant de France
Nouvelle série n° 8 – Mai – Juin 1969
Pages 4 et 5